Numéro du rôle : 7103
Arrêt n° 35/2020 du 5 mars 2020

ARRÊT

En cause : la question préjudicielle relative à l'article 317 du Code civil, posée par le Tribunal de première instance de Liège, division Liège.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

*

* *

I. *Objet de la question préjudicielle et procédure*

Par jugement du 11 janvier 2019, dont l'expédition est parvenue au greffe de la Cour le 25 janvier 2019, le Tribunal de première instance de Liège, division Liège, a posé la question préjudicielle suivante :

« L'article 317 du Code civil viole-t-il les articles 10, 11, 22 et 22bis de la Constitution, lu ou non en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il ne prévoit ni le consentement de la mère et de l'enfant de plus de 12 ans ni aucun contrôle de l'intérêt de l'enfant - même en cas de réclamation tardive de sa mise en œuvre - lorsque la paternité est établie par la présomption de paternité du mari de la mère, alors que dans les autres modes d'établissement la loi prévoit ce contrôle ? ».

Le Conseil des ministres, assisté et représenté par Me S. Depré et Me E. de Lophem, avocats au barreau de Bruxelles, a introduit un mémoire.

Par ordonnance du 18 décembre 2019, la Cour, après avoir entendu les juges-rapporteurs J.-P. Moerman, en remplacement du juge honoraire J.-P. Snappe, et L. Lavrysen, a décidé que l'affaire était en état, qu'aucune audience ne serait tenue, à moins que le Conseil des ministres n'ait demandé, dans le délai de sept jours suivant la réception de la notification de cette ordonnance, à être entendu, et qu'en l'absence d'une telle demande, les débats seraient clos le 15 janvier 2020 et l'affaire mise en délibéré.

Aucune demande d'audience n'ayant été introduite, l'affaire a été mise en délibéré le 15 janvier 2020.

Les dispositions de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle relatives à la procédure et à l'emploi des langues ont été appliquées.

II. *Les faits et la procédure antérieure*

Le tribunal de la famille du Tribunal de première instance de Liège est saisi par W. A.C. d'une demande tendant à établir sa paternité à l'égard d'un enfant né en Belgique le 15 mars 2006. La demande était initialement fondée sur l'article 317 du Code civil ou, à défaut, sur les articles 319 ou 322 du même Code. Dans son jugement interlocutoire du 20 avril 2018, le Tribunal a jugé que la demande devait être examinée sur la base de la présomption de paternité du conjoint de la mère, établie par l'article 315 du Code civil. Le demandeur souhaite en effet que l'acte de naissance de cet enfant soit rectifié par la mention de sa paternité, basée sur cette présomption, ainsi que par l'attribution de son nom patronymique, et il sollicite également le bénéfice de l'autorité parentale conjointe et d'un droit à l'hébergement de l'enfant.

La mère de l'enfant conteste la demande, indiquant que le demandeur n'est jamais intervenu dans les frais d'éducation et d'entretien de l'enfant et qu'il introduit cette demande pour pouvoir bénéficier d'un titre de séjour et pour demeurer en Belgique. Elle craint que, si la paternité est établie, le demandeur enlève l'enfant et l'emmène au Liban, comme il l'a fait pour leur fils aîné, dont elle a été séparée.

III. *En droit*

- A -

A.1.1. Le Conseil des ministres s'interroge d'abord sur la pertinence de la règle contrôlée pour la solution du litige. D'abord, aucune information ne fait apparaître que le demandeur serait Belge, ce qui, selon le Conseil des ministres, ne permettrait pas à une juridiction belge de se prononcer (article 62, § 1er, alinéa 1er, du Code de droit international privé).

Le Conseil des ministres fait ensuite valoir que rien ne lui permet de croire que les parties devant le juge *a quo* étaient mariées au moment de la naissance de l'enfant, et donc que la paternité puisse être établie par présomption (article 315 du Code civil). Par ailleurs, il n'aperçoit pas comment il pourrait être question d'un second mariage de la mère (article 317 du Code civil).

A.1.2. À titre strictement subsidiaire, le Conseil des ministres émet les considérations suivantes.

Il semble que la question préjudicielle pourrait viser plutôt l'article 315 du Code civil. Le système de la présomption de paternité du mari de la mère n'implique pas une absence de consentement de la mère. Déjà, par le mariage, l'épouse consent que son mari soit présumé être le père des enfants nés dans le mariage. Ensuite, ce n'est pas au juge *a quo* qu'il appartient d'établir la paternité du demandeur. En effet, soutient le Conseil des ministres, elle est déjà établie par la loi, et ce, dès la naissance de l'enfant. La question du consentement de l'enfant de plus de douze ans à un tel établissement ne peut donc plus se poser.

Si, comme le relève le juge *a quo*, « aucune filiation paternelle n'a été mentionnée dans l'acte de naissance », il s'agira plutôt de rectifier celui-ci. Enfin, en ce qui concerne l'appréciation de l'intérêt de l'enfant, il n'est pas prévu qu'une autorité, quelle qu'elle soit, estime au préalable que l'établissement du lien de filiation paternelle rencontre l'intérêt de l'enfant. Mais il n'est pas non plus prévu qu'une autorité apprécie au préalable si l'établissement de la filiation maternelle rencontre l'intérêt de l'enfant.

Par ailleurs, au moment où la paternité s'établit par présomption, soit au moment même de la naissance (voire déjà avant), on aperçoit mal quelles considérations procédant de l'intérêt de l'enfant pourraient justifier le refus de l'établissement de la filiation paternelle. À titre de comparaison, la situation est très différente, à cet égard, de celle d'une reconnaissance de paternité suspectée d'être de complaisance parce qu'elle aurait été effectuée dans le seul but de procurer à l'auteur de la reconnaissance un avantage en matière de séjour. Par hypothèse, ce cas ne peut se présenter en cas de présomption de paternité.

À titre infiniment subsidiaire, le Conseil des ministres rappelle toutefois que la prise en compte de l'intérêt de l'enfant est prévue par l'article 22*bis* de la Constitution, sans qu'il soit nécessaire, pour que cette disposition ait une portée pratique, qu'elle soit en quelque sorte « transposée » par toute disposition légale qui évoque l'enfant.

En d'autres termes, si la Cour devait estimer que, dans une espèce telle que celle qui est soumise au juge *a quo*, il appartient bel et bien à une autorité d'apprécier l'intérêt de l'enfant, il ne serait pas utile que la règle contrôlée prévoie expressément les termes de ce contrôle, puisqu'un tel contrôle relèverait nécessairement du champ d'application, conçu à dessein de manière très large, de l'article 22*bis* de la Constitution.

- B -

B.1. L'article 315 du Code civil dispose :

« L'enfant né pendant le mariage ou dans les 300 jours qui suivent la dissolution ou l'annulation du mariage, a pour père le mari ».

L'article 317 du même Code dispose :

« L'enfant né dans les 300 jours après la dissolution ou l'annulation du mariage de sa mère et après le remariage de celle-ci, a pour père le nouveau mari.

Si cette paternité est contestée, le précédent mari est tenu pour le père à moins que sa paternité ne soit également contestée ou que la paternité d'un tiers ne vienne à être établie ».

B.2. Il ressort des faits de la cause soumise au juge *a quo* et des motifs de la décision de renvoi que le demandeur et la défenderesse ont contracté un mariage à Dubaï, le 4 janvier 1997, dont est né un enfant le 23 novembre 1997. Les époux ont divorcé à Beyrouth, au Liban, le 1er août 2005. Un second enfant est né à Liège le 15 mars 2006, soit moins de 300 jours après la dissolution de ce mariage. Cet enfant, dont la paternité est revendiquée par le demandeur devant le juge *a quo*, a fait l'objet d'un acte de naissance, sans mention de sa filiation paternelle. Le demandeur et la défenderesse se sont remariés à Dubaï le 29 juillet 2013, ce mariage étant mentionné au registre national de l'épouse qui a acquis, comme son enfant, la nationalité belge. Un second divorce a été prononcé, le 2 avril 2015, par le Tribunal de première instance de Liège. Le demandeur et la défenderesse devant le juge *a quo* résident tous les deux en Belgique.

B.3. Il ressort du libellé de la question préjudicielle que la Cour est invitée à se prononcer sur la compatibilité de l'article 317 du Code civil avec les articles 10, 11, 22 et 22*bis* de la Constitution, lus ou non en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'il ne prévoit pas que le juge doit prendre en considération l'intérêt de l'enfant, même en cas de réclamation tardive par le père de la « mise en œuvre » de sa paternité, lorsque la paternité est établie par la présomption de paternité du mari de la mère, alors que, dans les autres modes d'établissement de la paternité, la loi prévoit ce contrôle.

Bien que la question préjudicielle renvoie à l'article 317 du Code civil, il ressort de cette question et de la motivation de la décision de renvoi que c'est en réalité, comme le relève le Conseil des ministres, l'article 315 du même Code qui est visé.

B.4.1. Il appartient en principe au juge *a quo* de vérifier s'il est utile de poser une question préjudicielle à la Cour au sujet d'une disposition qu'il estime applicable au litige. Ce n'est que lorsque tel n'est manifestement pas le cas que la Cour peut déclarer que la question n'appelle pas de réponse.

B.4.2. L'article 315 du Code civil règle les circonstances dans lesquelles une présomption de paternité est établie au bénéfice de l'enfant du mari de la mère.

Ce mode d'établissement de la paternité étant fondé sur une présomption légale, il ne nécessite en aucun cas l'intervention d'un juge pour l'établir : la filiation paternelle de l'enfant résulte en effet, dans ce cas, de la mention dans l'acte de naissance de l'enfant, ainsi que le prescrit l'article 57, 2°, du Code civil tel qu'il était applicable dans l'espèce soumise au juge *a quo*, de l'année, du jour, du lieu de la naissance, du nom, des prénoms et du domicile du père.

Lorsqu'une personne veut faire rectifier un acte de l'état civil, elle peut, aux termes de l'article 35, § 1er, du Code civil, adresser une demande à cet effet auprès du tribunal de la famille.

B.4.3. Le jugement *a quo* indique que le Tribunal a « décidé qu'il y avait lieu d'examiner la demande sous l'angle de l'article 315 du Code civil » et relève qu'« aucune filiation paternelle n'a été mentionnée dans l'acte de naissance ». Il en déduit que la demande « vise, dès lors, à entendre rectifier l'acte de naissance de l'enfant en y mentionnant le nom de son père ». Il en résulte que le Tribunal est appelé à constater que les conditions d'application de l'article 315 du Code civil sont réunies en l'espèce, et que, partant, la filiation de l'enfant est établie par présomption de paternité du mari de la mère, et à ordonner en conséquence la rectification de l'acte de naissance de l'enfant sur la base de l'article 35, § 1er, du Code civil.

L'article 315 du Code civil s'appliquant de plein droit par l'effet de la loi, la paternité du mari de la mère est établie dès la naissance de l'enfant, sans qu'il ne doive établir sa paternité par voie judiciaire ou par quelque autre démarche, ni, partant, que l'enfant ne puisse pas bénéficier de cette présomption, « même en cas de réclamation tardive de sa mise en œuvre ». Il en découle que la question préjudicielle, qui suggère qu'un contrôle de l'intérêt de l'enfant pourrait avoir lieu au moment de la « mise en œuvre » de la présomption de paternité du mari de la mère, alors que cette présomption n'a pas à être mise en œuvre, repose sur une prémisse erronée.

B.4.4. Au surplus, le tribunal doit prendre l'intérêt supérieur de l'enfant en considération lorsqu'il statue sur la demande tendant à octroyer un droit d'hébergement de l'enfant au profit du demandeur, ou sur une éventuelle action en contestation de paternité, sur la base de l'article 318, § 1er, du Code civil, intentée par l'enfant ayant atteint l'âge de douze ans.

B.5. La question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Par ces motifs,

la Cour

dit pour droit :

La question préjudicielle n'appelle pas de réponse.

Ainsi rendu en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 5 mars 2020.

Le greffier,

Le président,

P.-Y. Dutilleux

F. Daoût